

EELV dénonce le coup d'Etat en Birmanie et apporte tout son soutien à la population birmane

mardi 13 avril 2021, par [EELV](#) (Date de rédaction antérieure : 13 février 2021).

Communiqué du 13 février 2021.

Le 1^{er} février, Min Aung Hlaing, chef de l'armée birmane, s'est emparé du pouvoir par un coup d'Etat enterrant la courte ouverture politique entamée en 2011. Les militaires ont investi les rues et procédé à des centaines d'arrestation dont celles de la conseillère d'Etat Aung San Suu Kyi et du président Win Myint.

En novembre, la défaite incontestable des pro-militaire aux législatives a été une humiliation pour l'armée birmane qui se considère comme la gardienne de l'unité d'une nation mythique, une force pure, bouddhiste et bamar (l'ethnie majoritaire), en lutte permanente contre les guérillas autonomistes des régions frontalières.

Face au coup d'état de cette oligarchie, la population résiste courageusement, avec d'importante manifestations quotidiennes, de tous les secteurs, malgré des emprisonnements chaque jour plus importants, une répression de plus en plus violente, dont des tirs à balle réelle, sporadiques mais meurtriers, tuant ainsi une jeune fille de 19 ans, symbole de cette résistance.

Europe Écologie Les Verts exprime sa solidarité avec le peuple birman qui défend sa liberté, ses droits politiques et sociaux et le retour à un véritable état démocratique.

En effet, depuis les élections de 2008 et malgré une apparence de démocratie, l'armée birmane et son dirigeant tenaient et tiennent toujours les rennes, au niveau diplomatique ou économique. Ainsi, pour conforter son pouvoir, Ming Aung Hlaing, déjà allié et soutenu par la Chine, est devenu un excellent client de Moscou : avions de chasse, missiles, drones, etc. Le tout facilité par un assourdissant silence des diplomaties française et européenne. Pourtant, l'expulsion et le massacre de la minorité musulmane, des Rohingyas dès 2016 par l'armée aux ordres de son chef aurait du servir d'avertissement.

Ne soyons pas dupes : ce coup d'État vise aussi à sécuriser les intérêts économiques du nouveau maître de la Birmanie comme de sa famille et de ses affidées. Ming Aung Hlaing a construit sa fortune à travers les activités minière, les pierres précieuses de jade, extraites notamment à Hpakant, au nord, dans l'Etat Kachin. Le plus grand gisement au monde dégage des milliards d'euros, une manne dont les Birmans ne bénéficient pas. C'est aussi du secteur des télécommunications, grâce à deux conglomérats tentaculaires, MEHL (Myanmar Economic Holdings Limited) et MEC (Myanmar Economic Corporation) que le général tire sa fortune. Certains en partenariat avec des entreprises étrangères, notamment françaises.

Or, en 2020, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU indiquait que « toute activité commerciale étrangère impliquant le Tatmadaw et ses conglomérats présentait un risque élevé de contribuer ou

d'être liée à des violations du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire« . Cette situation a conduit de nombreuses entreprises à cesser leur relation avec les forces armées birmanes. Pas Voltalia, du groupe Mulliez, qui participe justement au conglomérat MEHL.

EELV dénonce les liaisons dangereuses d'entreprises françaises telles Voltalia ou Total avec le pouvoir autoritaire birman.

EELV apporte tout son soutien aux ONG Sherpa, RSF et Info Birmanie qui enjoignent Voltalia à suivre les exemples des entreprises internationales.

EELV demande au gouvernement français d'exiger la libération immédiate de Aung San Suu Kyi, du président Win Myint comme des emprisonné-es politiques et la fin des violences militaires contre les manifestant-es.

Pour EELV, **la France doit suspendre toute relation diplomatique ou commerciale avec la dictature militaire**, tant que le pouvoir n'aura pas été rendu aux civils.

*Eva Sas et Alain Coulombel, porte-paroles
La Commission Transnationale EELV*

P.-S.

•

<https://www.eelv.fr/eelv-denonce-le-coup-detat-en-birmanie-et-apporte-tout-son-soutien-a-la-population-birmane/>